

Numéro 18 - 10 mai 2017

**Sortons le Canada de l'ALÉNA!**

**Les arguments sur le commerce  
ne doivent pas servir à nier  
le besoin de renouveau!**

- *Pauline Easton* -



Manifestation contre le libre-échange néolibéral devant les bureaux de la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland à Toronto le 26 novembre 2016 (A. Yang)

**Sortons le Canada de l'ALÉNA!**

- Les arguments sur le commerce ne doivent pas servir à nier le besoin de renouveau! - *Pauline Easton*

**Concurrence inter-monopoliste sur le bois d'oeuvre**

- Les travailleurs forestiers demandent une nouvelle direction pour leur industrie - *BC Worker*
- Une attaque orchestrée de la part des oligarques forestiers
- L'industrie du bois d'oeuvre et la crise actuelle - *K. C. Adams*

**Élections en Grande-Bretagne le 8 juin**

- Urgence de développer la politique indépendante de la classe ouvrière et de défendre les droits de tous! - *Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste)*

## Sortons le Canada de l'ALÉNA!

# Les arguments sur le commerce ne doivent pas servir à nier le besoin de renouveau!

- Pauline Easton -

Depuis le milieu des années 1980, les gouvernements canadiens qui se sont succédés ont orienté toutes leurs politiques en fonction de la demande des sections les plus puissantes du capital d'être concurrentielles sur les marchés mondiaux. L'objectif a été de faire en sorte que le développement économique du Canada soit subordonné à leurs objectifs et que tous les autres aspects de la vie au Canada soient façonnés en conséquence. C'est en réponse à cette demande que le Canada a signé l'Accord de libre-échange avec les États-Unis en 1987 (ALÉ) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) en 1994 entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. Le Canada a également adopté d'autres mesures pour faire en sorte que tout le développement économique et le développement sur d'autres fronts soient subordonnés à la volonté des sections les plus puissantes économiquement.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) s'est vigoureusement opposé à l'accord de libre-échange avec les États-Unis et à l'ALÉNA. Le PCC(M-L) a dénoncé toutes les tentatives de diviser la classe ouvrière et le peuple selon qu'on est pour ou contre les accords de commerce et d'ainsi les aligner derrière l'une ou l'autre partie engagée dans la lutte inter-monopoliste. Le Parti a organisé des réunions et conférences sur le sujet partout au Canada pour appeler la classe ouvrière et le peuple à s'unir pour changer la direction de l'économie. Il a critiqué en particulier la position prise par certains adversaires de l'ALÉNA qui soutenaient qu'il devait être rejeté parce qu'il n'était pas « bon pour le Canada ». Il a fait valoir qu'une position éclairée et démocratique doit prendre en considération les conditions et le bien-être des peuples du monde.



Lors d'une conférence sur l'économie politique organisé par le Conseil national pour le Renouveau en février 1993, le dirigeant national du Parti, Hardial Bains, a expliqué que non seulement l'économie canadienne allait souffrir des conséquences de l'ALÉNA mais que cet accord constituait un pas de plus dans la destruction de l'économie nationale de tous les pays visée par cette offensive menée sous l'enseigne qu'il y a « mondialisation de l'économie ». Voilà pourquoi il faut s'y opposer, avait-il dit. L'objectif de ces accords est de subordonner l'économie nationale au capital financier international et de faciliter le contrôle de l'économie par les grandes sociétés. [1]

En octobre 1993, Hardial Bains expliquait :

« Les nationalistes disent qu'il faut faire ce qui est avantageux pour le Canada. Mais qu'est-ce qui est avantageux pour le Canada ? Par exemple, il y a les grands monopoles dans le secteur de l'extraction des ressources. Le Canada doit-il soutenir ces monopoles et exiger qu'on leur accorde un traitement favorable dans l'Accord de libre-échange nord-américain ? S'il faut un accord de libre-échange, il doit d'abord être bénéfique aux peuples des trois pays, le Canada, les États-Unis et

le Mexique, sinon cela ne mènera à rien de positif pour le Canada. Notre politique, et c'est une question de principe pour les marxistes-léninistes, est que le commerce se doit faire à l'avantage réciproque. Un accord de libre-échange ne sert à rien s'il est pas à l'avantage réciproque. » [2]

Hardial Bains a fait remarquer que plusieurs groupes disent qu'il faut protéger nos emplois et d'autres choses du genre, mais que cette façon de poser le problème cache une certaine réalité qu'on balaie sous le tapis : « Il est important d'éveiller les gens au fait que cette même propagande est faite aux États-Unis et au Mexique, dit-il. De guerre commerciales, ces conflits dans lesquels on veut entraîner les peuples mènent à des guerres véritables. Nous voulons l'unité des peuples d'Amérique du Nord pour l'avantage réciproque. »



La campagne de propagande faite pour justifier le libre-échange néolibéral s'est articulée autour d'un soi-disant « leitmotif économique » que le PCC(M-L) a qualifié de diversion. En 1984, le gouvernement fédéral de Brian Mulroney a commencé à changer le but de l'économie. De l'objectif d'assurer une universalité pancanadienne, on est passé à rendre les monopoles concurrentiels sur les marchés mondiaux, un objectif nouveau que les libéraux de Jean Chrétien ont proclamé officiellement quand ils sont arrivés au pouvoir en 1993.

Pendant cette période, Ottawa a réduit les paiements de transfert aux provinces. Par exemple, le montant destiné au Québec a été réduit unilatéralement de 14 milliards \$. En 1983-1984, les paiements de transfert fédéraux au Québec représentaient 29 % du budget québécois. En 1997-1998, avec les libéraux, ce montant ne représentait plus que 13 %. Pendant ce temps, le Québec a continué d'envoyer les mêmes montants en impôt à Ottawa.

Dans les années 90, les libéraux disaient ouvertement que l'époque de la souveraineté nationale et des économies nationales était révolue. Le PCC(M-L) s'y est à nouveau opposé dans une Lettre ouverte au ministre des Finances, Paul Martin, dans laquelle le Parti rejetait la campagne de propagande des libéraux de Jean Chrétien selon laquelle l'ALÉNA était important pour que « le Canada soit concurrentiel dans l'économie internationale ».

Cette propagande incendiaire visant à diviser les gens sur l'économie était telle que Paul Martin a promis aux Ontariens la création de deux millions et demi d'emplois grâce à l'ALÉNA. Ces emplois se sont-ils concrétisés avec l'ALÉNA ? Bien sûr que non, mais ça n'a pas empêché le même Paul Martin de s'ingérer dans le référendum québécois de 1995 en déclarant que si le peuple votait Oui à la souveraineté du Québec un million d'emplois disparaîtraient.

Tout ceci, a dit Hardial Bains, montre que la soi-disant nouvelle économie internationale était fondée sur la destruction des États-nations, c'est-à-dire la destruction de leurs réalisations positives. Il a expliqué que ces États-nations étaient considérés comme étant civilisés dans la mesure où ils assumaient la responsabilité de la santé générale de la population, de l'hygiène et des mesures sanitaires, de l'éducation, des travaux publics, etc. Faute d'examiner ces questions liées à l'État et à sa responsabilité envers la société, on a alimenté un débat sur la validité de deux théories en faillite, la théorie économique keynésienne et la théorie économique reaganienne ou thatchérienne.

« On élude l'essentiel, soit que ces deux théories n'ont pas su défendre l'État-nation. L'État providence ne s'est pas attaqué au problème de faire progresser la société à partir des réalisations de l'État-nation moderne. La reaganomique, telle que reprise par Mulroney et maintenant par les libéraux, préconise la privatisation et l'abdication des responsabilités de l'État », explique Hardial

Bains.[3]

Trente ans après la négociation du premier accord de libre-échange, l'affirmation qu'il allait mettre fin à la guerre commerciale entre le Canada et les États a été réfutée par la vie plus d'une fois. En 1987, lorsqu'a été signé l'accord de libre-échange avec les États-Unis, Hardial Bains écrivait :

« On dit généralement que les guerres commerciales sont inhérentes à l'ordre économique mondial actuel, et c'est connu également que les guerres commerciales conduisent à la guerre. L'accord de libre-échange, qu'on dit historique et qui a provoqué de telles passions de part et d'autre, est un signe que les guerres commerciales ont pris de nouvelles dimensions. Il ne met pas fin à la guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis, il marque tout simplement un niveau plus élevé. Les financiers, les banquiers, les monopolistes, bref les géants de l'économie, ont intensifié la lutte contre eux. De nombreuses fusions, acquisitions et faillites ont marqué une nouvelle étape de la concentration de la production et du capital depuis la crise de 1981-1982, et on s'est mis à réclamer des marchés de tous côtés. Des guerres commerciales toujours plus féroces devaient inévitablement s'ensuivre. »[4]

Nous sommes maintenant en 2017 et on continue de prétendre que le libre-échange garantit la prospérité et élimine les guerres commerciales, qui sont attribuées au protectionnisme, bien que le libre-échange et le protectionnisme représentent les deux faces d'une même pièce.

En fait, les conflits actuels touchant aux accords de libre-échange indiquent les dimensions dangereuses qu'ont prises les guerres commerciales. Il est plus important que jamais de ne pas permettre qu'on utilise les arguments du libre-échange pour nier le besoin de changer la direction de l'économie et le besoin de renouveau. Il est plus urgent que jamais de renforcer l'unité entre la classe ouvrière du Canada, des États-Unis et du Mexique pour que le commerce repose sur l'avantage réciproque pour les peuples du monde et non sur les molochs du capital financier qui luttent pour concentrer toujours plus le pouvoir économique et politique entre leurs mains.

***Sortons le Canada de l'ALÉNA !  
Oui à la base manufacturière ! Non à la destruction nationale !***

## Notes

1. « La démission de Brian Mulroney », *Le Marxiste-Léniniste* , 1er mars 1993
2. Hardial Bains, « Que vont faire les libéraux ? », *Le Marxiste-Léniniste* , 19 octobre 1993
3. « Hardial Bains accuse les libéraux de détruire l'État-nation du Canada », *Le Marxiste-Léniniste*, 25 octobre 1994



**Brochure sur l'ALÉ publiée par la Compagnie d'édition Le Nouveau Magazine en 1987**



### Concurrence inter-monopoliste sur le bois d'oeuvre

## Les travailleurs forestiers demandent une nouvelle direction pour leur industrie

- BC Worker -



En mars, les travailleurs forestiers et les communautés forestières du nord de la Colombie-Britannique ont tenu une série de rencontres pour discuter des problèmes du secteur et comment aller de l'avant. Ci-dessus: réunion à Mackenzie le 14 mars 2017.

### *Les oligopoles du bois de construction manipulent le secteur pour faire un coup d'argent et étendre leur domination et leur contrôle*

Les travailleurs forestiers canadiens dans le secteur du bois d'oeuvre sont en état de siège une fois de plus. Les oligarques forestiers dominants en Amérique du Nord ont initié une nouvelle fraude pour accroître leurs profits et leur emprise sur ce secteur. Sous la direction de l'oligopole Weyerhaeuser, les barons du bois de construction sont en train de manoeuvrer pour augmenter les prix de marché du bois et causer l'effondrement des petites entreprises canadiennes afin de renforcer leur domination. Alléguant qu'ils sont victimes de prix injustes et du dumping du bois d'oeuvre canadien sur le marché américain, les barons du bois qui opèrent dans toute la Forteresse Amérique du Nord veulent au moyen de tarifs gonfler artificiellement le prix de marché du bois-d'oeuvre provenant du Canada pour faire un gros coup d'argent grâce à des prix plus élevés pour tout le bois de construction. On mesure l'ampleur de la fraude au fait que Weyerhaeuser et d'autres qui vont tirer profit des prix gonflés, comme les trois grandes entreprises du bois en



Colombie-Britannique, contrôlent des moulins dans toute l'Amérique du Nord. Les victimes ne seront pas seulement le marché du logement aux États-Unis, où les maisons se vendront des milliers de dollars de plus cher et deviendront largement inabordable, mais également les travailleurs forestiers canadiens dont les moyens de subsistance et les revenus sont gravement menacés et les entreprises plus petites dont l'existence sera menacée.

Le bois d'oeuvre canadien fournit plus de 30 % du marché des États-Unis. Les scieries aux États-Unis ne seront pas capables de compenser la pénurie si l'approvisionnement provenant du Canada est réduit, causant une pression accrue à la hausse sur le prix du bois d'oeuvre. Le département du Trésor des États-Unis impose une surtaxe moyenne de 20 % sur le bois d'oeuvre à la frontière que la plupart des entreprises au Canada devront payer à l'avance, ce qui va les forcer à chercher des prix de marché plus élevés pour combler la différence si bien sûr elles peuvent trouver des acheteurs prêts à payer. Les experts prédisent qu'à court terme, le marché américain sera perturbé par une pénurie orchestrée de bois d'oeuvre et que les acheteurs hésiteront ou seront incapables de payer des prix plus élevés. Les petites entreprises au Canada devront peut-être réduire leur production, fermer leurs scieries ou vendre leurs installations aux oligopoles qui dominent déjà le secteur.

Weyerhaeuser et d'autres grands producteurs bénéficieront des avantages des prix plus élevés du bois d'oeuvre fourni par leurs usines américaines et de la plus grande concentration de production au Canada entre les mains des bâtisseurs d'empire, alors que les petits producteurs seront expulsés du secteur.

Cette fraude est présentée comme un conflit sur le bois d'oeuvre entre les États-Unis et le Canada, mais ce n'est rien du genre. Le soi-disant litige est un assaut bien orchestré d'une section de l'oligarchie financière contre d'autres sections, contre ceux qui achètent du bois d'oeuvre, les petites entreprises de bois d'oeuvre et les travailleurs forestiers et leurs communautés. Les oligarques ont conspiré et manigancé un système pour payer les riches avec des prix plus élevés et une plus grande part du marché et pour concentrer les usines de bois et la richesse sociale entre les mains des oligopoles dominants.



Les travailleurs forestiers et leurs alliés dans leurs communautés discutent de comment transformer la situation en leur faveur. La question en jeu c'est comment exercer un contrôle sur leur vie, ce qui exige qu'ils exercent un contrôle sur leur secteur de l'économie et sa direction. Sans que les producteurs réels aient voix au chapitre sur les décisions qui affectent leurs vies, de même que voix au chapitre et un contrôle sur la production et la distribution du produit social provenant des forêts et sur la valeur que les travailleurs produisent et sur comment et où la valeur ajoutée est investie, la domination de l'oligarchie financière continuera de créer régulièrement le chaos dans leur vie.

Par contrôle on entend tout d'abord la capacité de prendre des décisions sur les problèmes qui affectent la vie des travailleurs, leurs communautés et l'économie. Cela commence par l'exercice d'un contrôle sur les gouvernements qui prennent les décisions et un contrôle sur le secteur forestier et sa direction, sur la production, la distribution, le prix de production selon des normes établies et scientifiques, et par la rétention et l'investissement de la valeur ajoutée que les travailleurs

produisent dans l'économie locale et canadienne pour sa reproduction élargie. Le contrôle signifie que les gens ont la capacité de décider et de dire non si nécessaire, afin de défendre leurs droits sur la base d'une information et d'une discussion pleines et entières. Dans le cas du bois d'oeuvre, cela commence par dire non ! au pillage et à l'exploitation qui se font aux dépens des travailleurs et de leurs communautés non seulement au Canada et aux États-Unis, mais dans tout autre pays qui prévoit recevoir du bois d'oeuvre du Canada.

Cette perturbation et cette destruction constantes de la part des oligarques en position de contrôle doit cesser !

Le moment est venu de nous organiser en vue d'une nouvelle direction pour l'économie sous le contrôle des travailleurs !

(13 mai 2017. Traduction: LML)



---

## Une attaque orchestrée des oligarques forestiers



**Rassemblement des travailleurs forestiers de Dolbeau le 30 avril, à la veille du Premier Mai**

Les oligopoles privés du secteur forestier, qui opèrent dans toute la Forteresse Amérique du Nord, ont demandé à l'État étasunien d'organiser une fraude au sujet d'une dispute avec le Canada sur la question du bois d'oeuvre. Ils ont déposé une requête au département du Commerce des États-Unis l'an dernier, lui demandant de faire enquête sur le dumping sur le marché américain de bois de sciage canadien subventionné. C'est la cinquième fois depuis les années 1980 que les oligarques se livrent à une escroquerie de la sorte. À chaque fois, ils font un grand coup d'argent grâce à des prix de bois élevés et accroissent leur domination du secteur en prenant le contrôle de petits et moyens producteurs de bois qui sont affaiblis par cette attaque.



La seule menace de tarifs sur le bois canadien depuis la fin de l'entente canado-américaine du bois d'oeuvre en octobre 2015 et l'incapacité à en arriver à une nouvelle entente ont déjà contribué à une augmentation de plus de 20 % des prix du bois sur le marché américain. Les manipulateurs des contrats à terme de bois de sciage sur le marché des produits de base de Chicago ont vu la richesse sociale de leurs opérations sur papier croître de plus du cinquième et s'attendent à des gains encore plus élevés par l'imposition de tarifs.

Selon des rapports, les compagnies les plus grandes qui sont derrière cette fraude s'attendent à s'emparer juste cette année d'au moins un pour cent de la partie de marché importée de fournisseurs de bois de sciage canadien plus petits. Un pour cent représente environ 60 millions \$ en importations de bois annuellement. Si on se fie à ce qui s'est passé les quatre premières fois où la fraude du dumping a été mise en oeuvre, on peut prédire que les exportations de bois de sciage canadien sur le marché américain effectuées par toutes les compagnies sauf les plus grandes d'entre elles vont faire l'objet de vérifications sans fin de la part du département américain du Commerce et de grandes dépenses en avocats. Puisque toutes les compagnies sauf le petit groupe sélectionné des plus grands exportateurs vont devoir faire des dépôts en argent comptant pour payer les tarifs, les oligarques du Canada et des États-Unis vont en fait s'emparer de plus de 1 % du marché des producteurs plus petits, forçant ceux qui sont affectés à réduire la production et peut-être à fermer boutique ou à vendre leurs moulins aux oligarques. Que les tarifs à l'exportation soient maintenus ou non selon les accords de commerce qui seront en vigueur, les prix auront déjà augmenté au delà du prix de production et la concentration du secteur dans les mains des quelques oligopoles dominants va s'accélérer.

La fraude la plus récente au sujet des subventions et du dumping a duré plus de cinq ans, soit d'avril 2001 (après l'expiration de l'Accord sur le bois d'oeuvre de 1996) à la signature en 2006 de l'Accord sur le bois d'oeuvre entre le Canada et les États-Unis. Quelques mois à peine après l'imposition de tarifs d'environ 27 % de la part des États-Unis en 2001, 15 000 travailleurs forestiers canadiens avaient été mis à pied et plusieurs moulins petits et moyens avaient fermé leurs portes, réduit leurs activités ou avaient été vendus.

Le secteur a rebondi quelques années plus tard suite à l'expansion du marché du logement aux États-Unis que l'oligarchie financière a promu de manière irresponsable par le biais de prêts hypothécaires à risque qu'elle a amassés en paquets pour la vente et la revente en tant que richesse sociale sur papier. La fraude perpétrée dans le secteur du logement et sur le marché des obligations s'est effondrée dans le chaos en 2008 quand il est devenu évident que la plupart des prêts hypothécaires à risque (et les prêts automobiles) et les obligations regroupées étaient sans valeur, les individus ne pouvant faire leurs paiements. L'effondrement du marché du logement aux États-Unis et des marchés de l'automobile et l'effondrement économique général qui ont suivi ont créé une crise profonde dans le secteur du bois d'oeuvre dont il ne s'est pas remis pleinement.



**Manifestation des travailleurs forestiers sur la colline du parlement à Ottawa le 2 juin 2009**

Depuis l'effondrement économique de 2008, plus de 100 usines de sciage en Colombie-Britannique ont fermé leurs portes, causant une perte de 35 000 emplois forestiers. La fermeture des usines a été accompagnée d'une hausse dramatique d'exportations de bois brut en Colombie-Britannique non seulement vers l'Asie mais également vers les États-Unis, lesquelles ont été organisées par les oligarques du bois avec la complicité du gouvernement libéral de la province.



L'élite impérialiste dominante a constamment bloqué toute voie menant à une économie indépendante subvenant à ses besoins dans les communautés forestières, qui pourrait utiliser la valeur que les travailleurs forestiers produisent afin d'élargir l'éventail de l'économie dans les régions de l'intérieur et côtières de la Colombie-Britannique de même que dans tout le Canada et la doter d'un secteur manufacturier viable et durable et de programmes sociaux et de services publics. C'est sur la classe ouvrière que repose la responsabilité sociale d'organiser et de mettre en oeuvre cette direction d'édification nationale parce que les gens présentement en position de contrôle se sont avérés incapables à gouverner.

Les fanfaronnades actuelles du premier ministre Justin Trudeau et de la première ministre de Colombie-Britannique Christy Clark autour de cette cinquième fraude au sujet d'un conflit du bois d'oeuvre ne font que jeter de la poudre aux yeux des travailleurs forestiers et des communautés qui sont affectés. Si on ne confronte pas directement les oligarques du bois et si on ne les prive pas de leur domination et de leur contrôle du secteur, les attaques contre l'économie canadienne et les communautés forestières vont se poursuivre. Les politiciens officiels au sein du système vétuste de partis cartellisés représentent l'oligarchie financière et ils ne feront rien de substantiel pour priver l'oligarchie de son pouvoir de priver les travailleurs Canadiens de leur droit à leur projet d'édification nationale qui garantit leur bien-être et leur sécurité et sert l'intérêt général de la société.



**Lors des forums comme celui-ci à Prince George le 12 avril 2014, les travailleurs forestiers et leurs communautés discutent de solutions aux problèmes de l'industrie qui soient dans leur intérêt.**

Les plus grands producteurs de bois en Colombie-Britannique comme West Fraser Timber et Canfor font preuve de cynisme en suggérant fortement qu'ils sont maintenant en bonne position non seulement pour survivre à cette dispute orchestrée mais pour en tirer profit. Ils ont grandement étendu leur contrôle sur les usines de sciage aux États-Unis et peuvent même faire usage des exportations de bois brut de Colombie-Britannique pour approvisionner leurs usines, éviter les tarifs américains et tirer un avantage direct des prix du bois gonflés. La poussée des prix du bois enrichit leur réclamation à la valeur ajoutée produite dans leurs usines aux États-Unis.

Si rien n'est fait pour priver l'oligarchie financière de son pouvoir, les travailleurs forestiers et leurs communautés vont continuer de souffrir et les usines canadiennes plus petites luttant pour leur survie face aux tarifs à l'exportation et aux dépenses juridiques seront vulnérables à la prise de contrôle. Il s'en suivra une concentration accrue de la production de bois de sciage canadien dans les mains des oligarques dominants.

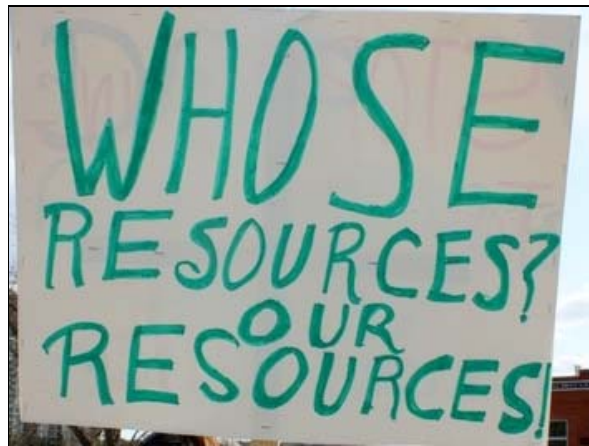


# L'industrie du bois d'oeuvre et la crise actuelle

- K. C. Adams -

Les oligopoles forestiers sont en conflit constant les uns contre les autres pour étendre leurs empires en accroissant leur part du marché et contre les acheteurs américains de bois d'oeuvre sur la question des prix de marché. Les plus grands acheteurs de bois de sciage sont eux-mêmes de grands oligopoles avec des tentacules dans la finance, la construction et les secteurs manufacturier et du détail. La lutte pour l'édification d'empire, la part du marché et les prix est constante et elle est une source de plus de perturbation et de chaos dans l'économie socialisée menant à des crises récurrentes.

Le bois d'oeuvre canadien représente plus de 30 % du marché américain, ce qui lui permet d'exercer de l'influence sur le prix de marché et fait de lui une cible de l'édification d'empire des oligopoles. Les oligarques forestiers nord-américains s'ingèrent directement dans les affaires du Canada en perturbant de façon périodique l'équilibre du marché américain au moyen d'un conflit sur le prix du bois canadien orchestré de toutes pièces. Ils utilisent principalement pour cela la rente foncière et le montant que réclament ceux qui contrôlent les forêts à la valeur ajoutée que les travailleurs forestiers produisent sous forme de bois d'oeuvre.



Au Canada, la plus grande partie de la forêt est contrôlée comme terre de la Couronne appartenant à l'État. La rente foncière attachée à la production de bois de sciage, qui est une portion de la valeur ajoutée ou du profit que les travailleurs produisent, est réclamée en tant que droit de coupe basé sur le nombre d'arbres ou de mètres cubes de bois récoltés. Certains oligarques affirment que les droits de coupe payés au Canada semblent inférieurs à la rente foncière ou profit qui est réclamée sur les forêts privées aux États-Unis. Ils disent que la situation au Canada représente une subvention par l'État, ce qui réduit le prix de production et rend le bois de sciage canadien moins cher.

Les subsides et les autres manoeuvres pour payer les riches sont chose commune dans tous les secteurs au sein du système impérialiste d'États. Ils sont très profitables pour l'oligarchie financière et renforcent sa domination sur l'économie. Les oligarques font une histoire à propos des subsides ou des autres méthodes pour payer les riches uniquement quand cela sert leurs intérêts privés. On le voit bien avec le conflit du bois d'oeuvre alors que ceux qui en subissent les conséquences sont les oligarques rivaux qui achètent le bois, les travailleurs forestiers et les petits moulins qui perdent une part de leur marché et s'effondrent ou sont absorbés sous les coups des oligopoles et de leur édification d'empire.

Certains oligarques du bois ont déposé une requête devant le département du Commerce des États-Unis pour qu'une enquête soit faite sur les programmes suivants qui sont spécifiques à la Colombie-Britannique : la politique de détermination des droits de coupe, la politique d'exportation de billots, le programme PowerSmart de BC Hydro, les accords sur les achats d'électricité de BC Hydro et le Remboursement de la taxe sur le carburant utilisé hors des autoroutes.

Ces programmes, quoi qu'on pense d'eux, relèvent du droit souverain d'une nation qui les met en oeuvre selon le système social en place et la classe au pouvoir. Une autre nation qui se sent lésée par ces politiques a elle aussi le droit souverain de les commenter, de s'en plaindre et même de refuser d'importer les produits en question. Cependant, les objections aux politiques économiques intérieures d'une autre nation ne peuvent pas s'étendre à l'ingérence contre son droit souverain d'appliquer les politiques économiques intérieures de son choix.

Les Canadiens ne forcent pas les clients américains à acheter du bois de construction canadien moins cher tout comme les Chinois ne forcent pas les Américains à acheter de l'acier, des produits textiles ou d'autres produits chinois moins chers. Si les acheteurs américains de bois canadien moins cher veulent faire affaire à une autre source plus chère aux États-Unis qui comble leurs besoins et les rend heureux, grand bien leur fasse.



Le problème provient du fait que ni le peuple américain ni le peuple canadien sont souverains dans leur propre pays. Ils vivent au sein du système impérialiste d'États mené par les États-Unis et dominé par les oligarques au pouvoir. Ce sont les oligarques qui contrôlent le commerce international et décident de son exercice. Les décisions sur quoi acheter et ne pas acheter, quoi vendre et ne pas vendre et les décisions sur les prix sont prises par les oligarques au pouvoir. Les luttes qu'ils mènent sont de nature inter-impérialiste et le tapage qui les entoure détourne la classe ouvrière de la réalité à savoir que les oligarques au pouvoir ne peuvent pas et ne vont pas résoudre les

problèmes auxquels leur pays fait face. Ce sont des bâtisseurs d'empire qui se préoccupent de leurs propres intérêts privés ; ce ne sont pas des bâtisseurs de nations.

Ils empêchent les travailleurs de discuter et de prendre des décisions rationnelles concernant l'économie y compris le commerce international et les conditions dans lesquelles il doit s'exercer. Les oligopoles mondiaux sont en position de contrôle et dictent quoi acheter ou ne pas acheter à partir de leurs intérêts privés étroits de bâtisseurs d'empire. Leurs décisions et leurs conflits en ce qui concerne le soi-disant libre-échange, le commerce bilatéral, le commerce mutuel, les termes de l'échange, et l'achat et la vente sont basés sur leurs intérêts privés et l'édification d'empire. Leurs décisions n'ont rien à voir avec l'intérêt large des travailleurs et l'édification indépendante de la nation au service du bien-être, des droits et de la sécurité de tous de même que de la paix, du développement et de l'amitié à l'échelle internationale entre les peuples.

Les plaintes américaines au sujet du bois d'oeuvre sont une affaire privée qui appartient à certains oligopoles et leurs alliés. L'État se met au service de ces intérêts privés. Le conflit ne concerne pas l'intérêt national bien qu'il cause des dommages substantiels au peuple et à l'économie non seulement au Canada mais également aux États-Unis.

Les plaintes au sujet du bois d'oeuvre portent la marque de compagnies en particulier. Des compagnies qui opèrent aux États-Unis initient la plainte, laquelle identifie des entreprises spécifiques opérant au Canada et déclenche une enquête sur elles et réclame des pénalités spécifiques. Les compagnies plus petites sont regroupées ensemble, se font imposer une pénalité moyenne et doivent toutes verser des paiements à l'avance en argent comptant. Par contre, de grandes entreprises spécifiques opérant au Canada sont exemptées du paiement des tarifs en avance

en argent comptant et sont même avantagées en raison des prix de marché plus élevés et de la concentration de la richesse sociale. .

Le 15 décembre 2016, le département du Commerce des États-Unis a annoncé qu'il procédait à une enquête sur quatre compagnies qui exportent du bois de sciage canadien sur le marché américain : Canfor, Résolu, Tolko et West Fraser. J.D Irving qui possède des moulins dans les Maritimes et aux États-Unis s'est joint volontairement à l'enquête.

Canfor et Interfor contrôlent maintenant à eux deux plus d'usines de sciage aux États-Unis qu'au Canada et vont profiter des prix plus élevés du bois et de l'opportunité d'étendre leurs empires en achetant des usines de sciage canadiennes affaiblies par cette dispute orchestrée.

En janvier 2017, la Commission américaine du commerce international a statué que les exportations de bois d'oeuvre canadien avaient affaibli l'industrie américaine. Le 24 avril 2017, le département du Commerce des États-Unis a rendu un jugement préliminaire assignant les taux de tarifs compensatoires suivants : - West Fraser, 24,12 % ; Canfor, 20,26 % ; Tolko, 19,50 %, Résolu, 12,82 %, J.D. Irving ( qui était « défendeur volontaire »), 3.02 % , et « tous les autres » 19,88 %. Il a aussi émis une conclusion préliminaire de « situation critique » (une augmentation substantielle d'exportations canadiennes de bois) en ce qui concerne J.D. Irving et « tous les autres » groupes de compagnies mais pas pour Canfor, Résolu, Tolko et West Fraser.

Par « situation critique », le département signifie qu'Irving et toutes les autres compagnies sauf les quatre autres mentionnées vont devoir payer en argent comptant des tarifs compensatoires sur toutes leur exportations de bois aux États-Unis de manière rétroactive, soit à partir du 31 janvier 2017 environ ( 90 jours avant la publication de la note dans le registre fédéral américain, attendue pour bientôt) et pour les quatre mois suivants après cela. En vertu de ce jugement, toutes les petites et moyennes entreprises doivent payer les tarifs en argent comptant sur non seulement leurs nouvelles expéditions mais sur toutes celles qui remontent aux environs du 31 janvier. Une fois la période de quatre mois écoulée, les dépôts en argent comptant pour les tarifs compensatoires ne seront plus requis jusqu'au jugement final qui sera émis en janvier 2018. À ce moment-là, tous les tarifs devront être payés lorsque fixés.



Les pénalités pour dumping seront émises le 23 juin 2017. L'accusation de dumping est traitée séparément de la question des subsides d'État. Elle concerne l'allégation à savoir qu'un produit est vendu en dessous de son prix de production estimé. La département du Commerce établit son calcul du prix de production à partir des méthodes, normes et circonstances centrées sur le capital en vigueur aux États-Unis et non sur celles qui sont utilisées au Canada.

Un tarif compensatoire s'appliquant aux subsides d'État « inéquitables » est un tarif qui est fixé par le gouvernement des États-Unis sur les exportations canadiennes de bois aux États-Unis. Selon les États-Unis, le tarif est nécessaire pour effacer les « subsides inéquitables que les gouvernements canadien et provinciaux versent aux compagnies de bois ». Les États-Unis considèrent que les droits de coupe qui sont perçus pour la récolte forestière sur les terres de la couronne au Canada

sont bien trop bas comparativement à ce que les entreprises forestières doivent payer pour leurs coupes dans les forêts américaines. Celles-ci sont presque exclusivement privées et la réclamation en rente foncière en tant que partie du profit ou de la valeur ajoutée que les travailleurs produisent par la coupe et la transformation du bois y est plus élevée. Les principales réclamations à la valeur ajoutée que les travailleurs produisent sont le profit en intérêt, le profit d'entreprise (équité), la rente et les réclamations du gouvernement. La proportion de la réclamation à la valeur ajoutée qui va à chacun ne devrait pas affecter le montant total ou le prix de production. Cependant, les oligopoles ont un tel pouvoir qu'ils sont capables de manipuler les prix de marché à leur avantage et dénoncer comme étant nocifs les réclamations des autres à la valeur que les travailleurs produisent. Ils ne prennent pas en considérations que leurs actions pourraient bien endommager l'économie large et contribuer à une crise économique.

Les exportations de bois d'oeuvre comprennent les produits de toutes dimensions qui proviennent de conifères (les arbres ayant des cônes comme l'épinette, le pin et le sapin). Les biens produits comprennent notamment les planchers, les revêtements de bois, les produits assemblés par entures multiples et les produits de cèdre.

En 2016, la Colombie-Britannique a expédié pour environ 4,6 milliards \$ de produits du bois d'oeuvre aux États-Unis.

<b>Statistiques comparées de 2006 et de 2016 du ministère des Forêts, des Territoires et des Opérations des ressources naturelles</b>	<b>2006</b>	<b>2016</b>
Bois récolté en Colombie-Britannique (millions de mètres cubes)	80,3	66,1
Production de bois d'oeuvre en Colombie-Britannique (millions de mètres cubes)	35,5	32
Mises en chantier résidentielles aux États-Unis (millions)	1,8	1,18
Exportations de bois de Colombie-Britannique (en milliards de dollars canadiens) : États-Unis	4,30\$	4,60\$
Exportations de bois de Colombie-Britannique (en milliards de dollars canadiens) : Chine	0,08\$	1,02\$
Exportations de bois de Colombie-Britannique (en milliards de dollars canadiens) : Autres	1,46\$	1,33\$
Part du marché de la Colombie-Britannique dans les ventes de bois aux États-Unis (en pourcentage)	19,52%	17,51%
Part du marché du Canada dans les ventes de bois aux États-Unis	33,2%	30,42%
Part de la Colombie-Britannique dans les exportations canadiennes de bois d'oeuvre aux États-Unis	59%	55%

Le ministre des Forêts, des Territoires et des Opérations des ressources naturelles de Colombie-Britannique a dit ceci en réponse aux tarifs imposés par les États-Unis : « Nous nous attendons à des fermetures de moulins et à des réductions d'activités pendant les cinq prochaines années alors que les compagnies vont rationaliser leur production en raison du déclin de l'approvisionnement en bois causé par l'infestation du dendroctone du pin.

Il est possible que, dépendamment du montant des tarifs imposés, des moulins ferment leurs portes ou réduisent leur production plus tôt que prévu. »



## Élections en Grande-Bretagne le 8 juin

# Urgence de développer la politique indépendante de la classe ouvrière et de défendre les droits de tous!

**- Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste) -**

Le 18 avril, la première ministre Theresa May a annoncé sa décision de tenir des élections le 8 juin, décision qu'une majorité de députés à la Chambre des communes ont approuvée dès le lendemain. Le parlement a été dissous le 3 mai.

Quel problème la première ministre cherche-t-elle à résoudre en déclenchant des élections ? Permettront-elles de « consolider une direction forte et stable pour affronter le Brexit et tout ce qui s'en suit », comme le prétend la première ministre ?

Le référendum sur le Brexit n'a réglé aucune des contradictions au sein de la classe dominante. Sur quelle base Mme May prétend-elle donc qu'une élection générale pourra le faire ? C'est impossible. Il s'agit d'une autre tentative désespérée de se servir de son contrôle de l'appareil d'État pour éliminer certaines factions rivales au sein de l'oligarchie financière et de mettre en échec la classe ouvrière et le peuple. Ce n'est pas ainsi qu'on pourra ouvrir une voie pour répondre aux besoins de la classe ouvrière vivant en Angleterre, en Écosse, en Pays de Galles ou en Irlande ni donner à la Grande-Bretagne une mission qui réponde aux demandes du peuple qui réclame la paix et qu'on mette fin au pillage des ressources et à la destruction des forces productives, sans parler des besoins des peuples du monde.



L'annonce d'une élection et la campagne qui s'ensuit indiquent l'ampleur de la crise multilatérale dans laquelle sont embourbés la Grande-Bretagne, la France et d'autres membres de l'UE en raison de l'emprise des monopoles et de la dangereuse rivalité inter-impérialiste pour le contrôle de l'Europe. Suite au référendum sur l'UE en juin de l'année dernière qui a mené à la démission de David Cameron et au « couronnement » de Theresa May, le gouvernement a continué de faire marcher la Grande-Bretagne au pas des impérialistes étasuniens et de leurs efforts pour contrôler l'Europe et pour faire main basse sur l'Asie.

Pour ce qui est des soi-disant négociations du Brexit, cette élection ne réglera pas les contradictions entre les différents secteurs d'oligopoles et de monopoles qui sont en conflit ouvert, ne reculant devant rien dans leurs luttes intestines. Pensons ici aux forces armées, à l'OTAN, aux méthodes clandestines et autres coups fourrés qui font partie de l'arsenal de ce qu'on appelle les agences de renseignement. En ce sens, Theresa May doit d'ailleurs faire face à de graves divisions au sein même du Parti conservateur, encore un autre problème que les élections ne sauront résoudre.

Ni les élections, ni le système de parti, ni le parlement ne fonctionnent comme ils ont été conçus il

y a un peu plus d'un siècle. Ils devaient à l'origine servir à régler les différends entre les factions de la classe dominante organisée dans deux grands partis politiques traditionnels cherchant à en arriver à des accommodements raisonnables, tout en tenant à distance la classe ouvrière et le peuple et les rendant dépendants de ces institutions. Depuis ce temps, la classe ouvrière a obtenu le droit de vote et a mis sur pied un parti politique qui lui est propre mais le système dit représentatif se pose en obstacle et empêche la classe ouvrière d'accéder au pouvoir.

Mais c'est bel et bien la volonté de la classe ouvrière de s'investir elle-même du pouvoir qui a toujours ouvert la voie au progrès. Aujourd'hui plus que jamais la classe ouvrière continue de lutter pour une économie qui répond aux besoins de tous, y compris le besoin de justice, de paix et de liberté. Voilà pourquoi l'élite dominante et ses médias se servent de ces élections, tout comme elle l'a fait par le biais du référendum sur le Brexit, pour mener une campagne de désinformation massive dans le but de priver la classe ouvrière et le peuple de leur propre vision du monde, par laquelle ils peuvent s'orienter et faire des progrès. La classe ouvrière a besoin d'un mouvement politique qui soit l'expression de ses propres revendications, y compris exiger la fin d'un régime qui refuse de reconnaître ses droits dans quelque domaine que ce soit — qu'il s'agisse du droit à un moyen de subsistance, à la sécurité à la retraite, à la santé, à l'éducation, au logement et à une tranquillité d'esprit, y compris celle qu'inspire une paix qui ne pourra se matérialiser qu'en retirant la Grande-Bretagne de l'OTAN et de toutes aventures militaires dans le monde.



Dans le contexte du Brexit, Theresa May a parlé de la « stabilité économique » comme d'une priorité. C'est à peu près la dernière chose que les élections risquent d'engendrer. Les problèmes qui tiraillent l'économie ne seront pas résolus par l'une des factions rivales des oligarques, qui amassent leur fortune en pillant le Trésor public, en spéculant sur les marchés financiers et en s'éliminant mutuellement. La revendication de la classe ouvrière, que l'industrie manufacturière serve les besoins de l'économie. n'est pas à l'ordre du jour et cela n'est pas le résultat de bonnes ou de mauvaises politiques ni de bons ou de mauvais politiciens. Aussi l'élite dominante est-elle préoccupée par les suites de Brexit et par le fait qu'elle risque de perdre la ville de Londres comme centre du capital financier. En réalité, c'est un vieux problème qui refait surface compte-tenu de la rivalité avec l'Allemagne et les États-Unis pour le contrôle de l'Europe et des marchés et des transactions financiers mondiaux.

Cela étant dit, le soleil ne rayonne plus depuis longtemps sur l'empire britannique. Margaret Thatcher et Tony Blair avaient promis de redorer le blason de la Grande-Bretagne en détruisant la notion même d'une société qui est responsable du bien-être de ses membres et en attaquant la classe ouvrière britannique tout entière. Cette démarche a été accompagnée d'une dépossession des peuples d'Écosse, du Pays de Galles, d'Irlande et du reste de l'Europe et d'Asie, d'Afrique et même d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le soi-disant choix proposé par May entre, d'une part, la stabilité et un gouvernement fort et, de l'autre, le chaos, est le même qui avait été mis de l'avant par David Cameron. Ainsi on espère qu'en consolidant l'autorité arbitraire des pouvoirs de police, le peuple abandonnera en toute docilité sa richesse au moloch qu'est le capital financier. Mais la classe ouvrière et les peuples d'Angleterre,

d'Écosse, du Pays de Galles et d'Irlande disent Non ! Ils ont de façon répétée mis de l'avant leurs propres revendications indépendantes des luttes intestines qui déchirent les factions de la classe dominante. Rejeter le blâme sur le peuple pour les croyances idéologiques rétrogrades des élites dominantes et le forcer à choisir entre une faction ou l'autre ne réussiront pas à éteindre le mouvement des peuples pour leur habilitation, pour la justice et pour la paix.

Dans le but de désorienter le peuple et de le diviser, les classes dominantes ont lancé une vile campagne pour dénigrer les prises de position et la personnalité de Jeremy Corbyn. Ainsi cherche-t-on à détruire le Parti travailliste et à désorienter la classe ouvrière et le peuple, ce qui révèle que la classe ouvrière est en effet la principale cible visée ainsi que tous ceux qui veulent ouvrir la voie au progrès et exiger leur droit d'avoir un mot à dire sur tout ce qui affecte leurs vies. On vise à bloquer la propagation du slogan pour un changement dans la direction de l'économie et à faire en sorte que le mouvement contre la guerre soit écrasé. L'appel à un « gouvernement fort », au recours aux pouvoirs de police illimités ne règlera rien au climat d'anarchie et de violence qui joue un rôle dans la destruction de l'autorité publique établie suite à la Deuxième Guerre mondiale. Il faut s'opposer à tout effort pour nier et criminaliser le droit de conscience du peuple sous prétexte que c'est ce qui engendre l'instabilité.

Saisissons aussi l'occasion de ces élections pour défaire tout effort visant à tenir la classe ouvrière et le peuple responsables des prises de positions bellicistes, chauvines, racistes et anti-peuple qu'épouse elle-même la classe dominante. Accélérons la cadence de nos revendications pour le droit à la santé et à l'éducation, pour le droit à des régimes de retraite et à un niveau de vie décent, pour un changement dans la direction de l'économie, contre les diktats des ploutocrates et des oligopoles ainsi que de l'État qui est à leur disposition, pour la sécurité du peuple qui dépend de la lutte pour les droits de tous, et pour la reconnaissance des droits de tous les citoyens et résidents qui font partie du Royaume-Uni et de tous les peuples d'Écosse, du Pays de Galles et d'Irlande ainsi que pour un gouvernement anti-guerre. En ces temps périlleux :

***Tout en oeuvre pour développer la politique indépendante de la classe ouvrière  
et pour défendre les droits de tous !  
Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !***



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**